

Dirassat & Abhath
The Arabic Journal of Human
and Social Sciences



مجلة دراسات وأبحاث
المجلة العربية في العلوم الإنسانية
والاجتماعية

EISSN: 2253-0363
ISSN : 1112-9751

**Eléments de réflexion pour un développement économique
harmonieux et une efficience institutionnelle en Algérie**

**Food for thought for harmonious economic development and
institutional efficiency in Algeria**

**عناصر لتأمل و تفكير من أجل تنمية اقتصادية متناسقة وكفاءة مؤسسية في
الجزائر**

LAZREG Mohammed
Université de Sidi bel abbes,
m.lazreg222@yahoo.fr

تاريخ القبول : 2020-10-03

تاريخ الاستلام : 2020-06-24

Résumé :

L'objectif central de notre papier est de mettre en lumière que la construction de l'économie de marché impose un développement économique harmonieux et une efficacité institutionnelle. Notre principal résultat est le suivant : Les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre des réformes structurelles touchant à la fois l'environnement économique et institutionnelle qui sont un passage obligé pour créer et augmenter le potentiel de croissance .

Mots clés: Réforme institutionnelle ; Réforme structurelle ; Croissance économique ; développement durable ; Finances publiques .

Abstract :

The central objective of our paper is to highlight that the construction of the market economy requires harmonious economic development and institutional efficiency. Our main result is as follows: The public authorities must implement structural reforms affecting both the economic and institutional environment, which are a necessary step to create and increase the growth potential .

Keywords: Institutional reform; Structural reform; Economic growth; sustainable development; Public finances.

ملخص :

تهدف هاته الورقة البحثية بشكل رئيسي إلى أن تبين بأن إنشاء اقتصاد السوق يفرض تنمية اقتصادية متناسقة و كفاءة مؤسسية. ولقد تم التوصل إلى النتيجة الجوهرية التالية: يجب على السلطات العامة وضع إصلاحات هيكلية تخص في نفس الوقت البيئة الاقتصادية والمؤسسية، والتي تعتبر شرط ضروري لخلق وزيادة إمكانات النمو.

كلمات مفتاحية: الإصلاح المؤسسي : الإصلاح الهيكلي : النمو الاقتصادي : التنمية المستدامة : المالية العامة.

Introduction :

L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Or, pour produire autre chose que du pétrole et du gaz, l'Algérie a besoin d'importer le savoir-faire technologique des pays développés. Effectivement, la sortie de l'économie de la rente exige de l'Algérie la diversification de

ses activités productives, laquelle est impossible sans savoir faire technologique approprié. Les autres pays conditionnent leurs contrats à des transferts de technologie et de savoir faire, l'Algérie multipliait les importations et les contrats avec les pays étrangers sans aucune condition. Donc, s'il n'ya pas eu transfert technologique, c'est principalement à cause du manque de vision et d'organisation. Désormais, l'Algérie ne

doit plus importer, sans se poser la question de savoir quelle est la part de transfert dont il est possible de bénéficier. Les scientifiques sont formels sur un aspect : une variable clé du développement réside dans la qualité et la quantité des entrepreneurs au sein d'un pays. C'est par exemple, la thèse centrale de l'économiste britannique Lewis, prix Nobel d'économie. C'est aussi la position clé d'un des économistes les plus illustres du siècle dernier : l'austro-américain Joseph Schumpeter. Nous sommes en train d'explicitier quelque chose qui est admis et n'est sujet à aucune controverse : un pays ne peut pas se développer avec peu d'entrepreneurs ou des investisseurs de qualité médiocre¹. Schumpeter (1950) qui donne la primauté à l'aspect économique de l'entrepreneuriat ne sépare pas l'idée et les initiatives d'un entrepreneur de l'acte d'innover : un entrepreneur est une personne capable de transformer une idée ou une invention, en une innovation réussie. Pour Schumpeter l'innovation peut revêtir quatre formes : introduction d'une nouvelle technologie, introduction d'un nouveau produit, nouvelles sources d'approvisionnement ou composant, nouvelle organisation².

Dans ce cadre, l'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays développés à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif. De ce fait, l'ensemble des changements et contraintes induits par les nouveaux défis : économie de marché, mondialisation ; baisse drastique des revenus pétroliers plaident pour plus de réflexion stratégique au niveau des entreprises algériennes, et de nos institutions.

La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendante des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable. La diversification économique est nécessaire,

elle est également la seule voie ouverte pour faire face aux défis de la création d'emplois et celui des revenus nécessaires pour répondre aux besoins de notre population. L'économie algérienne a besoin d'entreprises performantes. Le retard pris dans ce domaine est considérable et les politiques économiques actuellement en œuvre restent largement en deçà du défi qui nous impose de créer rapidement des champions. Des entreprises compétitives qui récupèrent leurs parts de marchés intérieurs et qui engagent la bataille de la conquête de débouchés extérieurs. Aussi, le développement des ressources humaines en Algérie constitue un impératif majeur et doit permettre de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation³. La qualité des ressources humaines représente un atout considérable pour une économie et son insertion dans le marché mondial. Non seulement le système éducatif fournit les cadres dont à besoin une économie, mais il s'adapte aux mutations économiques et sociales tant au niveau national qu'international. Force est de constater que notre système éducatif actuel est aux antipodes de ces préoccupations, pourtant majeures⁴. En d'autres termes ; la culture du management stratégique permettra à l'entreprise algérienne d'assurer la transition vers l'économie de marché avec des chances de survie et de succès. Pour cela le développement des ressources humaines demeure un chantier vital. L'Etat ne crée pas de richesses. Son rôle premier est d'aider les entreprises à produire le maximum de biens et de services pour assurer le bien-être de la population. Son deuxième rôle est d'intervenir pour assurer une meilleure répartition de la richesse. Son troisième rôle est d'assurer toutes les conditions de sécurité, de justice et d'administration afin que le système politique, économique et social fonctionne convenablement. Toutes les institutions ont

besoin de ressources pour fonctionner. Mais seule l'entreprise produit des richesses matérielles dont a besoin la nation pour avancer. Le tissu institutionnel fonctionne avec la richesse produite par l'entreprise. Sans elle, point de sécurité, ni de justice, ni d'éducation et encore moins de dépense sociale ; il n'y aurait point d'Etat. C'est l'entreprise qui fait la puissance d'une nation. La chute rapide des cours sur le marché pétrolier international, est venue révéler ; encore une fois ; l'extrême fragilité de notre système économique. Des fluctuations, somme toute naturelles et prévisibles du marché international d'une matière première ; prennent tout à coup les allures d'une réelle menace, du fait du poids écrasant des hydrocarbures au sein de notre économie. La construction d'une économie plus diversifiée et moins dépendantes des performances du seul secteur de la production et des exportations d'hydrocarbures est indispensable.

Problématique :

Une question centrale est au cœur de notre problématique dans le cadre de notre papier:

- **Quels sont les leviers fondamentaux de rupture pour un développement économique harmonieux et une efficience institutionnelle en Algérie ?**

L'hypothèse principale de notre article est la suivante :

- L'économie algérienne a besoin d'une diversification afin que notre Pays puisse mettre un terme au syndrome hollandais qui caractérise son système économique. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Aussi, plusieurs leviers fondamentaux doivent mis en œuvre pour un développement économique harmonieux et une efficience institutionnelle en Algérie.

Nous avons structuré notre papier en plusieurs axes fondamentaux et que nous tenterons de développer ci-dessous.

1. Le rôle des collectivités locales dans le développement économique et social :

Aujourd'hui, l'espace communal local doit être un terrain pour l'innovation et l'attractivité économique. L'autorité centrale devra accorder plus de pouvoirs aux collectivités locales notamment en matière économique. A travers les pouvoirs qui leurs sont conférés, les élus locaux devraient être en mesure d'innover en matière de fiscalité locale pour drainer plus d'entreprises et promouvoir la création et le développement de zones industrielles. Le développement économique doit passer par le développement local et donc l'approche locale est un impératif majeur pour le développement économique et social. Le projet de loi de finances 2018 prévoit une enveloppe de 100 milliards de dinars pour les plans communaux de développement (PCD), l'équivalent d'environ 1milliards de dollars .Il faut reconnaître que l'une des raisons de la défaillance des élus est le fait qu'ils sont dépouillés de leur prérogatives au profit des walis, des walis délégués et des chefs de daïra⁵.

1.1. Nécessité d'une décentralisation accrue en faveur des collectivités locales :

1.1.1. Amélioration de la finance locale : Un atout majeur pour le développement économique local

Pour améliorer la situation financière des collectivités locales et contribuer au développement national, une révision de la fiscalité et des finances locales est nécessaire ; elle est prévue dans le sillage de la prochaine révision des codes communal et de wilaya⁶.

La première des réformes consiste à regrouper l'ensemble des impositions en un code unique et cohérent : actuellement, la fiscalité locale est régie par la loi de finances

et différents codes : code des impôts directs, code des impôts indirects... l'Impératif est donc de simplifier le dispositif actuel de la gestion fiscale. Ce code unique prévu regroupera ainsi, en un seul document toutes les taxes et impôts destinées aux collectivités locales contenus actuellement dans les différentes lois de finances et d'autres textes. Dans ce cadre, le code fiscal permettra de donner plus de pouvoirs fiscaux aux élus locaux.

La deuxième phase des réformes fiscales et financières consistent en la décentralisation au niveau des communes elles mêmes du recouvrement de l'impôt foncier actuellement recouvré par l'administration fiscale.

1.1.2. La portée des réformes au niveau local :

Les réformes permettront à notre humble avis une amélioration de la fiscalité au niveau de la wilaya d'une part, et d'autre part des répercussions positives en matière financières sur les communes. Cet état de fait, pourra ainsi booster le financement local et par conséquent agir sur la création de PME au niveau de la wilaya.

1.2. Quelques pistes pour le développement de l'emploi au niveau de chaque wilaya du Pays :

L'emploi constitue le premier fléau de la société algérienne et de la vaste majorité des pays du monde. Notre pays est capable d'aller vers une croissance à plus de 8% et d'éradiquer progressivement ce phénomène. Il y va de la stabilité économique et sociale du pays⁷.

1.3. Le rôle de l'élu dans la diversification et la création de PME au niveau de la Wilaya :

La question de l'intervention économique des collectivités doit être au centre des préoccupations de leurs élus locaux qui doivent :

- Développer l'infrastructure de leur territoire; Assurer un bon environnement pour attirer les PME; Donner au PME la possibilité d'accès au marché public et au foncier; Garantir le problème de financement ; Assurer la formation professionnelle des dirigeants des PME et leur l'orientation vers les secteurs cibles; Assurer une main d'œuvre qualifiée; Promouvoir la R&D par l'implication des universités; Développer un système d'information au service des PME ; Proposer un régime fiscal et un cadre juridique adaptés au PME...etc.

1.4. Le rôle des organes d'encadrement au niveau de la Wilaya :

1.4.1. Les chambres du commerce et d'industrie (CCI) :

Les chambres de commerce et d'industrie sont gérées par des personnes privées élues, assistées par des cadres permanents. Elles peuvent constituer une tribune efficace pour la défense du secteur privé. Ces chambres sont sensées représenter les différents secteurs économiques et être les animateurs de la vie économique locale. Pour cette raison, elles sont réparties sur le territoire national. Ces chambres ont une grande connaissance du tissu économique local et doivent organiser des actions destinées à le renforcer et le développer. L'avantage de ces CCI est qu'elles constituent un réseau disséminé sur le territoire national et que leur pérennité ne pourrait pas être mise en cause grâce à la nature de leur financement⁸.

2. Le développement des ressources humaines en Algérie : Un chantier vital pour inculquer la culture du management stratégique dans les entreprises et mettre l'économie sur le chemin de la diversification et de la croissance hors hydrocarbures

La gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon

poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation⁹. Dans toute structure l'individu tient une place prépondérante car il est le sujet de la connaissance, il est porteur d'une partie d'un ensemble que l'on entrevoit à travers le groupe. Il représente, l'intelligence dans son affirmation sociale en particulier par son comportement vis-à-vis du savoir, de ses aptitudes qui touchent aux capacités relationnelles et à la coopération. L'attitude de l'individu est source de connaissance par le fait qu'il la crée et la transmet dans son environnement professionnel. A ce titre, les dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec¹⁰.

2.1. Analyse pour une perspective de développement des ressources humaines :

Parler des ressources humaines ; ce n'est pas considérer que les hommes sont des ressources ; mais que les hommes ont des ressources. Le développement des talents, la formation, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la gestion des carrières et de la mobilité, deviennent des domaines majeurs d'expertise des DRH¹¹. La maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de notre Pays, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans le monde économique et social. Cette maîtrise, comme il est établi de par le monde, ne peut être générée que dans les institutions de formation (université, instituts de formation, centre de formation professionnelle...) qui doivent être reconnues comme le lieu du savoir, où s'établit une compétence dans un domaine et d'où doit partir son extension¹². Pour l'avenir et cela devient une nécessité vitale au vu des gâchis dont nous sommes témoins, l'enseignement en management devra être beaucoup plus un enseignement pour le changement que pour la reproduction de l'ordre établi et de ses systèmes ; La qualité managériale d'une

entreprise et la qualité de la gouvernance d'un pays sont intimement liées. Force est de constater, à travers les changements que vit le monde actuellement, que seule la production de connaissances appropriées, par les pays eux-mêmes, est capable de leur donner l'autonomie nécessaire à leur survie. Aussi, est-il impératif de penser maintenant à inventer en Algérie, tout ce qui peut y être fabriqué et d'opter pour la fabrication de tout ce qui est inventé ; et permettre ainsi une diversification de notre économie nationale d'autant plus que la chute drastique des prix du pétrole menace sérieusement notre économie. Cependant, pour une concrétisation effective de la diversification économique en Algérie, Il ya une nécessité absolue de développer qualitativement nos ressources humaines et inculquer ainsi la culture du management stratégique dans nos institutions et nos entreprises¹³.

2.2. La formation managériale moderne : un atout majeur pour la réussite de la stratégie d'entreprise en Algérie

L'entreprise algérienne est malade de sa gestion, de son environnement, de son histoire et de ses traditions. Sa culture, profondément ancrée dans un projet de société qui valorise peu les compétences et les résultats, prévaut, encore, et semble résister beaucoup plus que prévu aux réformes et aux dispositifs contenus dans l'autonomie¹⁴. Face à la concurrence nationale et internationale, la construction de l'économie en Algérie va se traduire par un ensemble de contraintes et d'exigences que les entreprises doivent intégrer pour survivre et réussir, entre autres : Des ressources humaines hautement qualifiées.

2.3. Les facteurs clés pour une formation managériale moderne en Algérie :

Le capital humain est un moteur fondamental de la croissance économique. L'investissement dans le capital humain s'est en effet avéré déterminant pour la création de conditions favorables à la

promotion d'une croissance économique durable et de l'emploi¹⁵. Le management est l'arme la plus redoutable et la plus efficace que les nations modernes utilisent pour maintenir et creuser leur suprématie économique et technologique sur le reste¹⁶.

3. La refonte du système de l'enseignement supérieur : condition sine qua non pour l'émergence d'un management efficient

La faiblesse de son management constitue l'une des plus graves contraintes à laquelle l'entreprise algérienne doit faire face. Qu'elle soit publique ou privée, son histoire ne lui a pas permis de bâtir des compétences managériales à la hauteur des exigences de compétitivité d'aujourd'hui. La faiblesse du management de l'entreprise algérienne la rend particulièrement fragile, incapable de se positionner solidement sur les marchés concurrentiels. Surmonter cette difficulté passe par la remise en question du dispositif actuel de formation en gestion. En effet, la réforme de l'enseignement supérieur doit constituer la priorité, l'urgence dans l'ordonnancement des réformes nationales, pour diverses raisons :

- Les Pays qui ont réussi leurs transitions ou leur développement (Malaisie, Brésil, Chine...) ont d'abord modernisé leur appareil de formation supérieur ; à l'instar des meilleurs du monde ;
- Le secteur de l'enseignement supérieur est appelé à former au niveau des standards internationaux les futures générations, mais également à recycler l'ensemble des personnes en activité, dans tous les secteurs ;
- L'intelligence humaine est la première source d'émergence de développement des nations, c'est grâce aux capacités intellectuelles des américains que les USA sont devenus la première puissance du monde. Aussi ; les pouvoirs publics doivent

prendre en compte le secteur de l'enseignement supérieur, car sans un enseignement de qualité mondiale, le développement est impossible¹⁷.

3.3. L'enseignement supérieur et sa relation avec la sphère des activités économiques :

L'examen des stratégies adoptées par les Pays émergents à croissance durable révèle que ces dernières ont réservé une place importante à l'intelligence économique et aux médias dont la forte implication a été à l'origine de nouvelles formes de stratégies et de pratiques industrielles et commerciales (anticipation sur les produits ou services et de conquêtes de marchés extérieurs) .La situation qui prévaut en Algérie, tous secteurs confondus, révèle que l'économie fondée sur la connaissance (EFC) évolue dans un contexte qui accorde encore peu d'importance à l'analyse et au traitement des causes profondes de son retard. La réflexion sur ce sujet devrait commencer par l'identification et le traitement des inerties qui font que les composantes productives d'une part, scientifiques et technologiques d'autre part se côtoient sans passerelles consolidées et donc sans véritable synergie. La contrainte principale identifiée réside dans la faible émergence de la demande en innovation de la part des entreprises. Nous devons commencer par l'université pour son rôle multiplicateur et moderniser ses partenariats, ses programmes, ses politiques de recyclage et de développement des compétences en ingénierie pédagogique. La formation professionnelle a besoin d'une stratégie qui colle mieux avec les besoins réels de l'économie nationale. L'éducation a besoin de se remettre en cause : créer les outils de son management, de sa modernisation et de ses recyclages. Les entreprises doivent être plus fortement incitées à qualifier leurs membres. Le progrès technique est lié au progrès scientifique, or celui-ci fait l'objet d'une production qui, tant dans les centres de recherche publics et les universités que dans

les fondations privées ou les entreprises, mobilise un nombre croissant de personnes. Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chance d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu¹⁸. Les entreprises s'inspirent des grands principes de la bonne gouvernance notamment en matière de contrôle, de la transparence et de l'éthique pour une meilleure relation avec les actionnaires, les investisseurs et la clientèle¹⁹.

3.4. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : Un chantier vital pour l'émergence de l'entreprise algérienne et le développement des ressources humaines

L'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un Pays. On y inclut la formation (longue durée et recyclage), les TIC, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. L'économie de la connaissance est comme le sang qui irrigue le corps humain. Elle contribue à améliorer la productivité de tous les autres secteurs.

Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels²⁰.

3.4.1. Les sources des indices de l'économie de la connaissance au Maghreb :

Tableau 1 : indices de l'économie de la connaissance au Maghreb

Indices	Algérie	Tunisie	Maroc	Mauritanie
Régime d'incitation	2,18	4,04	3,12	3,64
Innovation	3,59	4,65	3,75	2,24
Education	3,66	4,08	1,95	0,89
Information (TIC)	3,46	4,48	4,37	2,68

Source : Djeflat A (2018) : L'intégration économique Maghrébine : Un destin obligé ; Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editons Anwar El Maarifa, p 435. Les chiffres montrent que les investissements en R-D (recherche et développement) par rapport au PIB ont fait des progrès notables dans la sous-région et notamment en Tunisie, au Maroc, et en Algérie où les 1% sont atteints.

3.4.2. Les Pratiques de l'économie de la connaissance au niveau de l'entreprise

La méconnaissance de l'importance de l'immatériel de l'entreprise constitue à la fois un handicap, mais également un gisement de création d'emplois inexploité. Une enquête auprès d'un échantillon de PME en Algérie montre que près de la moitié (44%) n'ont aucun investissement dans l'immatériel. La plupart des entreprises

et notamment les PME ne disposant pas de services de R-D. A titre comparatif, les PME Françaises consacrent entre 3% et 4% de leur chiffre d'affaires à la dépense en R-D et participent entre 10% 20% au PIB., la Finlande (58%), La Suède (37%), les USA (30%) ; l'Allemagne (30%) et le Japon (22%)²¹. La maîtrise de la science et de la technologie est une des aspirations majeures et vitales de notre pays, dans la mesure où elle constitue la principale clé d'entrée dans

le monde du développement économique et social Une économie qui investit beaucoup dans la recherche a plus de chances d'obtenir une forte croissance économique que celle qui y investit fort peu, les ressources humaines constituent à cet effet, un trésor inépuisable.

3.4.3. L'apprentissage de la démarche de développement durable par l'entreprise algérienne :

Il n'y a pas de meilleure voie, et encore moins de recette pour engager l'entreprise algérienne vers le développement durable. Même si l'environnement constitue une porte d'entrée. Le développement durable est avant tout un chemin d'apprentissage, une culture que l'entreprise doit acquérir. En fait, la démarche est un élargissement et un approfondissement de la démarche qualité, grâce aux facteurs du long terme, de l'éthique, de la prise en compte de parties prenantes. Les démarches qualité et développement durable ont un lien commun, celui de l'amélioration continue. La mondialisation impose aux entreprises un niveau de performance qui induit une plus grande complexité dans leur pilotage particulièrement du fait de leur croissance, de la diversité de leurs activités et des mutations de leurs contextes environnementales²². La construction de l'économie de marché en Algérie va se traduire par un ensemble de contraintes et d'exigences que les entreprises algériennes doivent intégrer pour survivre et réussir entre autres : le développement durable. La logique du développement durable conduit à repenser les modes d'actions publiques traditionnelles. Par la même, elle ouvre un champ d'innovation pour la gestion des ressources humaines qui devra faire preuve d'une certaine imagination pour impulser de nouvelles relations entre les acteurs et les territoires²². Dans les systèmes culturels favorables au changement, les dirigeants sont à l'affût des fluctuations du contexte et modifient les stratégies et les politiques en conséquence, pour que l'entreprise ne perde

pas contact avec le marché, ils privilégient les individus et les processus créateurs de changement et plus particulièrement la capacité de l'encadrement à conduire les réformes. Le rôle de l'innovation dans le développement et notamment ses effets sur la compétitivité sont remarquables et servent d'indice dans la prise de décision des investissements et dans l'installation des entreprises. Son apport est déterminant pour l'évolution de la croissance, l'amélioration de la productivité et la présentation de nouveaux produits. La maîtrise des technologies de l'information et de la communication et le recours aux réseaux sociaux, permettront en effet à cette nouvelle génération de managers, de prendre rapidement connaissance des outils et techniques de gestion les plus performants qu'ils sauront mettre en service de leurs sociétés²⁴.

4. L'inadaptation du système bancaire et financier en Algérie : une contrainte ardue qui entrave la stratégie des entreprises en matière d'investissement

Nous pensons que les banques doivent consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance. En effet, la nécessité de revoir les conditions d'octroi des crédits d'investissement (demande excessive de garanties) et de favoriser l'appréciation des capacités de remboursement sur la base de l'analyse de la rentabilité et de la profitabilité du projet apparaît aujourd'hui comme une urgence. Les banques sont au cœur de l'économie. Parce qu'elle en est un acteur incontournable, une banque doit évoluer au même rythme que l'économie qu'elle accompagne. Parce qu'elle est le partenaire crucial des entreprises, elle doit suivre l'évolution de sa clientèle pour satisfaire l'ensemble de ces besoins. A l'heure de la mondialisation des économies et des

marchés de capitaux, la banque apparaît comme le moteur de ce phénomène et doit, avant tous les autres acteurs, savoir s'adapter pour offrir des prestations répondant aux objectifs d'une économie de plus en plus mouvementée. Pour faire face à ce défi, les banques doivent mettre en place des stratégies. Face à leur position centrale dans l'économie ; la relation banque-entreprise revêt une importance d'autant plus grande qu'elles mettent en présence deux partenaires d'un poids économique non négligeable. Cette relation doit être guidée par une stratégie. Les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce¹⁵.

4.1. Quels outils de financement pour les PME ?

Nous pensons qu'une banque dédiée aux PME dans chaque wilaya est un objectif appréciable afin de financer les PME. Il y a quelque chose à apporter aux PME, à la périphérie du financement comme le conseil et l'expertise en matière d'étude de projets par exemple, afin de rendre leurs dossiers bancables et donc éligibles aux financements bancaires. Le club des entrepreneurs par exemple au niveau de chaque la wilaya peut jouer un rôle conséquent dans le domaine du financement, et ce, en rapprochant les banques de la place avec les PME.

4.2. Nécessité du développement du marché boursier en Algérie :

Nous considérons que les deux piliers fondamentaux d'un marché financier sont le système bancaire et la bourse des valeurs. Le premier présente un aspect archaïque

(banques publiques) et la seconde institution n'existe presque pas. Dans une économie de marché, le marché financier représente la principale source de financement des entreprises. L'Algérie a pris un retard considérable dans la création et l'organisation d'un tel marché financier. Ce handicap risque de peser lourdement dans la progression du processus de réformes et la relance de la croissance sur des bases saines et durables et donc sur la culture de la gestion stratégique dans les entreprises. Une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose²⁶. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive.

5. Dispositif de mise à niveau et un plan de redressement de l'entreprise au niveau de chaque wilaya du Pays : un atout important

La mise à niveau concerne toutes les fonctions de l'entreprise dans le but d'apporter des solutions pratiques, principalement à la gestion de la qualité, au marketing, à la maîtrise des coûts et aux ressources humaines. La réussite de la mise à niveau conditionne le développement économique et la création ou la disparition de dizaines de milliers d'emplois.

Une entreprise, dont la mise à niveau n'est pas au point, connaît mal, en général, ses marchés. Elle n'arrive pas à bien lire les stratégies de ses concurrents. Parfois, elle est centrée sur ses produits ou ses services à l'exclusion des caractéristiques qui satisfassent les besoins les plus importants de ses clients. Un diagnostic de mise à niveau, bien au point, permet de détecter ces failles.

6. L'importance de l'entrepreneuriat :

L'importance de l'entrepreneuriat pour le développement et la croissance d'un pays a poussé la majorité des pays à intégrer l'initiation et la formation à l'esprit de création d'entreprise dans le système éducatif²⁷.

La culture entrepreneuriale et managériale est à intégrer rapidement dans l'ensemble des institutions en Algérie, notamment dans les institutions de formations afin que l'entreprise algérienne puisse survivre, s'adapter aux changements, à l'environnement et à la compétitivité. Cette culture, qui fait la fierté et la distinction des entreprises des pays industrialisés, où se sont conçues développées et épanouies les techniques managériales. En effet, la culture du risque, du défi, de l'innovation et de la rigueur n'a pas fleuri dans nos entreprises, malgré les sommes importantes consacrées à la formation des managers. L'économie algérienne dans son ensemble peut-elle continuer à se passer de l'esprit de management et de la culture entrepreneuriale ?

6.1. Nécessité de l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les instituts de formation en Algérie :

Le développement économique et social de notre Pays dépend de sa capacité à créer et à développer des produits et services nouveaux. La création d'activité et la création d'entreprise participent pleinement à ce processus. Aussi, l'entrepreneuriat peut faire l'objet d'un enseignement académique en Algérie. De tels enseignements existent de par le monde. La création d'entreprise ne s'improvise pas. La combinaison entre la formation et l'entrepreneuriat est récente. L'entrepreneurship est né dans les universités américaines dans les années soixante, considéré comme un nouveau concept pédagogique et qui consiste à promouvoir sous différentes formes, en particulier dans l'enseignement la démarche à créer sa propre entreprise et surtout créer son propre emploi. Dans ce cadre, il y a lieu de :

- Développer l'esprit d'entreprendre et la culture entrepreneuriale dans l'ensemble des instituts de formation en Algérie ;
- Impliquer les étudiants, les chefs d'entreprises et les consultants en la matière ;
- La recherche des partenaires actifs sur les programmes d'enseignements avec d'autres universités étrangères le partage et l'échange d'expériences ;
- Organisation de séminaires et colloques sur la création d'entreprise....

6.2. Apports de l'université au profit de la PME :

L'université de son côté est potentiellement capable de fournir, en matière de formation, deux types de service :

- Perfectionnement et recyclage des cadres et autres personnels de l'entreprise ;
- Formation à la carte des cadres et autres personnels de l'entreprise.

Du fait de l'absence dans le système administrée d'une régulation par le marché et donc de sanction du marché, l'entreprise algérienne ne s'est jamais sentie concernée par les problèmes de stratégie.

6.3. Les apports de l'entreprise en matière de formation au profit de l'université :

Ces apports peuvent se situer à deux niveaux :

- D'abord à travers les stages que les étudiants sont appelés à effectuer en entreprise ;
- Ensuite, par le biais de l'intervention des cadres d'entreprise dans la formation à l'université.

La plupart des diplômés de l'enseignement supérieur n'ont tout simplement pas les profils recherchés par les employeurs. La relation formation-emploi est très insuffisante. L'architecture globale du

systeme d'éducation-formation et son mode de gouvernance doivent être revus dans cette perspective¹⁵. Pour Ancrer correctement la formation pour l'emploi, il est urgent de lancer des enquêtes approfondies sur le fonctionnement du marché du travail. Les pouvoirs publics doivent mettre sur pied des passerelles entre le système de formation et le monde de l'entreprise de sorte à mieux intégrer les préoccupations des entreprises et orienter les politiques de formation en général vers les besoins spécifiques des entreprises. Il s'agit également dans ce cadre de développer la culture afférente à la modernisation et à la diversification de notre économie.

7. L'amélioration du climat des affaires : un chantier vital en Algérie

7.1. La bureaucratie un mal qui détruit l'économie algérienne et ne permet pas sa diversification :

Nous sommes régulièrement très mal situés dans les différents classements internationaux sur le climat des affaires. Les causes sont nombreuses. Nous en retiendrons une qui fait l'unanimité, à savoir la bureaucratie. Le management moderne a produit également des thérapies efficaces contre ce fléau. La bureaucratie étouffe un pays ; lorsqu'un certain nombre de conditions existent. La première est de loin la plus importante est l'absence de management dans nos institutions administratives. On ne travaille pas avec des plans, des procédures, des évaluations de résultats, des tableaux de contrôle ; les personnes sont mal payés, démotivées. L'économie de marché nécessite des fonctionnaires experts et non des bureaucrates.

7.2. Classement annuel de l'Algérie par les institutions spécialisés : FMI ; Banque Mondiale

La banque mondiale publie annuellement le Doing Business qui est un rapport qui offre des informations sur le climat des affaires

par pays. Selon l'indicateur : facilité de faire les affaires : l'Algérie occupait en 2004 : la 136 place, la 148 place en 2012 et la 156 place en 2017 ; En outre, le délai moyen de création d'une entreprise est estimé à plus de 20 jours en Algérie et de 8, 3 jours dans les pays de l'OCDE²⁹.

7.3. La nécessité d'annihiler la variante du mal hollandais en Algérie pour l'émergence d'entreprises performantes

L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. ; Nous vivons maintenant avec le spectre de l'après-pétrole qui peut se matérialiser à n'importe quel moment. Aussi, l'Algérie a besoin d'une stratégie de riposte, et le plus rapidement possible. Dans ce cadre, l'Algérie a besoin d'une stratégie de riposte qui consiste à structurer l'Etat pour s'assurer que l'on mobilise toute l'intelligence interne pour tirer profit de tous les atouts dont nous disposons. L'importance et l'urgence des réformes à mettre en œuvre dans tous les domaines L'objectif est de permettre à l'Algérie de s'engager le plus rapidement sur une trajectoire de développement économique et social soutenu. Notre économie a besoin d'une doctrine économique et sociale. En fait, ce dont nous avons besoin, c'est d'une feuille de route de 30 ans pour construire une autre économie.

7.3.1. Couper le cordon de la rente :

L'Etat devrait inscrire dans la constitution un échéancier planifiant la fin de l'allocation de la fiscalité pétrolière au budget de l'Etat, avec une refonte de la politique fiscale et budgétaire qui prépare la transition vers la fin de la rente, pour inciter ainsi les pouvoirs publics à diversifier notre économie.

7.4. Mettre en relief une stratégie économique cohérente pour simplifier l'environnement de l'entreprise et améliorer le climat des affaires et ce, pour une diversification de notre économie :

Il s'agit entre autre :

- Libéralisation de l'acte d'investir, il doit être libre et n'est soumis à aucune autorisation ou agrément ; En matière d'investissement directs étrangers (IDE) abandonner la règle des 51/49 appliquée systématiquement. Les pouvoirs publics doivent afficher les branches ou filières considérées comme stratégiques ou la partie algérienne est obligatoirement majoritaire ; La Réforme en profondeur du système de régulation et d'encouragement de l'acte d'exportation s'avère d'une nécessité vitale. ; Les pouvoirs publics doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses ; Réduire le champ de l'informel : Il y a lieu de prendre des mesures urgentes avec des réponses concrètes aux besoins des personnes qui agissent dans ce secteur. Une Refonte des politiques du marché du travail pour encourager l'emploi formel est indispensable.

7.5. Veille et intelligence économique :

Depuis quelques années, avec l'évolution importante d'Internet, la masse d'information disponible est de plus en plus grande et diverse dans tous les domaines. Cette mutation est liée à l'avancement des technologies de l'information et plus particulièrement des télécommunications qui au cours de la dernière décennie, ont bouleversé la façon de travailler, de réfléchir, et de réagir. Toute stratégie de recherche et développement s'appuie sur l'analyse des informations scientifiques et techniques dont l'entreprise a besoin pour sauvegarder, optimiser et enrichir son patrimoine immatériel³⁰.

8. Finances publiques et fragilité budgétaire :

La transition économique de l'Algérie sera-t-elle enfin enclenchée, car le pays est désormais face à une crise économique et budgétaire structurelle du fait que la relation entre le contribuable, l'entreprise ; le citoyen et l'Etat est de type rentier³¹. La politique budgétaire en Algérie n'est pas encore adaptée à l'économie de marché et fonde encore sa démarche sur le secteur des hydrocarbures occupant un poids important dans l'économie nationale. Les risques budgétaires se sont accrus au cours des dernières années : la croissance rapide de la masse salariale publique, le poids croissant des transferts sociaux, la fragilité structurelle de la fiscalité ordinaire et le poids des exonérations ont conduit à un financement décroissant des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire, tandis que la politique non sélective de grands projets infrastructurel a conduit à un creusement des déficits³².

8.1. Nécessité d'une réforme et d'une modernisation de l'administration fiscale :

Une réforme fiscale et une modernisation de l'administration est à envisager en tenant compte de plusieurs impératifs dont : la réintégration du secteur informel dans la base fiscale et parafiscale et le renforcement de la compétitivité des entreprises. Il est impératif donc de rendre le système budgétaire performant et efficace au plan économique, c'est adire la mobilisation des ressources publiques par la fiscalité ordinaire comme un levier économique stratégique au service de la valorisation des ressources territoriales. La réforme fiscale et la modernisation de l'institution constitue à notre sens l'un des plus gros chantiers de réformes pour les prochaines années et ce, pour un nouvel ordre budgétaire et un nouvel ordre économique.

9. Le renforcement de la diplomatie économique et l'internationalisation des banques et des entreprises algériennes :

La diplomatie algérienne peut contribuer à l'internationalisation de l'entreprise algérienne et donc au développement des exportations hors hydrocarbures. Il s'agit en ce sens de la diplomatie économique et commerciale comme outil intermédiaire entre la diplomatie et l'intelligence économique qui peuvent servir de vecteur d'accès à l'information économique et commerciale. Celles-ci sont censées être utilisées par les entreprises exportatrices dans l'adaptation de leurs produits au marché international visé. Certes, il ya des entreprises algériennes qui arrivent à exporter sans pour autant avoir recours à la diplomatie. Cependant, ils sont rares par rapport au tissu existant et la plupart d'entre eux le font occasionnellement. Afin que les entreprises algériennes puissent booster et organiser leurs exportations ; il leur faut notamment des informations économiques et commerciales qui peuvent être fournies par la diplomatie algérienne sur tel ou tel pays. Cela aidera le potentiel exportateur à mieux choisir son marché cible et du coup à mieux le pénétrer. Une fois la diplomatie économique orientera la stratégie de développement économique du pays, reste donc à l'exportateur, en situation d'arracher un marché, de négocier les clauses du contrat.

Conclusion :

Arrivé à la fin de notre modeste contribution à travers notre article, nous tenterons de mettre en exergue nos principaux résultats.

Pour une dynamique économique capable de faire sortir notre pays de la rente pétrolière et permettre une diversification économique. Il est impératif ; que les pouvoirs publics mettent en œuvre une politique de développement économique harmonieuse et ce, à travers des réformes structurelles qui sont un passage obligé pour créer et augmenter le potentiel de croissance ; Des réformes structurelles économiques ; Une efficacité institutionnelle ; L'adaptation du système bancaire et financier aux nouvelles

règles de l'économie de marché ; Au rôle dévolu à l'entreprise ; la création de richesse et la diversification de l'économie ; Une politique des ressources humaines qualifiantes. Nous mettons l'accent sur l'entreprise algérienne, car c'est le lieu de création de richesse. A cet effet, l'entreprise algérienne doit mettre en œuvre un système d'innovation et de bonne gouvernance, un système de management, et de performance globale, une lisibilité économique avec une transparence et crédibilité. A cet effet, les pouvoirs publics doivent mettre en place les bases d'un véritable droit économique cohérent et incitatif pour la création de richesses. Enfin, le développement d'une économie fondée sur la connaissance ; la veille et l'intelligence économique, la recherche et développement ; une politique axée sur les énergies renouvelables, le développement des ressources humaines constituent également des leviers fondamentaux pour un développement économique harmonieux et une efficacité institutionnelle en Algérie.

Liste Bibliographique:

Livres :

1. Adler A (2009), Le nouveau rapport de la CIA, Comment sera le monde en 2025 ; Editions Robert Laffont, Paris.
2. Aktouf O (2013), Halte au gâchis. Editions Arak. Alger.
3. Alary AM ; Lalloup I; Sroussi A (2010), Management des organisations. Berti Editions, Alger.
4. Biales M, Leurion R, Rivaud JL(2007), L'essentiel sur l'économie. Berti Editions, Alger.
5. Benachenhou (2015), L'Algérie : sortir de la crise. El Diwwan, Alger.
6. Bernaoui R (2016), Veille et intelligence économique. Quelle problématique pour un

système d'information en Algérie ? OPU, Alger.

7. Djeflat A (2018), L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé. Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editions Anwar El Maarifa.

8. Grim N (2012), Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie. Casbah Editions ; Alger.

9. Kerri M, (2017), Les collectivités locales, Liberté Eco, 06/11/2017.

10. Mekideche. M (2008), L'économie algérienne à la croisée des chemins; Editions Dahlab ; Alger.

11. Mihoubi.S (1998), l'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Office des publications universitaires , Alger.

12. Lacono G (2004), Gestion des ressources humaines. Casbah Editions ; Alger.

13. Lakhlef B (2014), Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise, Alger-Livres-Editions.

14. Lakhlef B (2006), La bonne gouvernance, Edition Dar El Khaldounia, Alger.

15. Lamiri A (1993), Gérer l'entreprise algérienne en économie de marché. Editions Presses d'Alger ; Alger.

16. Lamiri. A (2013), La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Editions Chihab ; Alger.

17. Peretti JM (2015) : Préface de l'ouvrage collectif : intitulé : Un état des ressources humaines dans le contexte algérien. Ouvrage coordonné par le professeur Assya Khat. Editions Dar El Adib.

18. Rezig A (2006), Algérie –Brésil- Corée du Sud : Trois expériences de développement, OPU, Alger.

19. Rivas-Micoud M (2007), Carlos Ghosn : 24 leçons de management. Editions Maxima, Paris.

22. Toudjine A (2013), La pratique du contrôle de gestion, OPU, Alger.

21. Stiglitz Joseph E (2010) Prix Nobel d'économie, Le triomphe de la cupidité, Traduit de l'anglais (américain) par Paul Chemla. Editions LLL, Paris.

Article du Journal :

1. Abaci M (2017), La fragilité budgétaire, El Watan Eco, p.14, n°8725.

5. Bahloul W (2017), Le rôle des chambres de commerce en Algérie, El Watan Eco, p.14, n° 8762.

19. Smail Seghier (2012), Livre blanc sur l'entreprise, Liberté Eco, p.14, n° 7564.

Les notes :

¹Lamiri. A (2013), La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Editions Chihab, Alger, p.56

²Lakhlef B (2014), Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise, Alger-Livres-Editions, p.24

³Alary AM ; Lalloup I; Sroussi A (2010), Management des organisations. Berti Editions, Alger, p.97

⁴Mihoubi.S (1998), l'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Office des publications universitaires, Alger, p.81

⁵Kerri M, (2017), Les collectivités locales, Liberté Eco, 06/11/2017, p.13

⁶Kerri M, (2017), op cit p.13

⁷Lamiri. A (2013), op cit p.81

⁸Bahloul W (2017), Le rôle des chambres de commerce en Algérie, El Watan Eco , 9/11/2017, p.12

- ⁹Alary AM ; Lalloup I; Sroussi A (2010), op cit, p.124
- ¹⁰Mekideche. M (2008), L'économie algérienne à la croisée des chemins; Editions Dahlab ; Alger, p.51
- ¹¹Peretti JM (2015) : Préface de l'ouvrage collectif : intitulé : Un état des ressources humaines dans le contexte algérien. Ouvrage coordonné par le professeur Assya Khiat. Editions Dar El Adib, p.99
- ¹²Lacono G (2004), Gestion des ressources humaines. Casbah Editions ; Alger. P.58
- ¹³Aktouf O (2013), Halte au gâchis. Editions Arak. Alger, p98.
- ¹⁴Lamiri A (1993), Gérer l'entreprise algérienne en économie de marché. Editions Presses d'Alger ; Alger, p105
- ¹⁵Rezig A (2006), Algérie –Brésil- Corée du Sud : Trois expériences de développement, OPU, Alger, p.36
- ¹⁶Lamiri. A (2013), op cit, p.87
- ¹⁷Lamiri. A (2013), op cit p.101
- ¹⁸Biales M, Leurion R, Rivaud JL(2007), L'essentiel sur l'économie. Berti Editions, Alger, p148
- ¹⁹Lakhlef B (2006), La bonne gouvernance, Edition Dar El Khaldounia, Alger, p 29.
- ²⁰Mekideche. M (2008), L'économie algérienne à la croisée des chemins; Editions Dahlab ; Alger, p94
- ²¹Djeflat A (2018), L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé. Ouvrage collectif sous la direction de A. Mebtoul et Camille Sari. Editions Anwar El Maarifa, p104
- ²²Toudjine A (2013), La pratique du contrôle de gestion, OPU, Alger, p132.
- ²³Lacono G (2004), op cit, p.146.
- ²⁴Grim N (2012), Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie. Casbah Editions ; Alger, p.69
- ²⁵Benachenhou (2015), L'Algérie : sortir de la crise. El Diwwan, Alger, p97
- ²⁶Mihoubi.S (1998), l'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Office des publications universitaires, Alger, p.129.
- ²⁷Lakhlef B (2014), Créateur d'entreprise et dirigeant d'entreprise, Alger-Livres- Editions, p.97
- ²⁸Benachenhou (2015), op. cit, p.128
- ²⁹Lakhlef B (2014), op. cit, p.109.
- ³⁰Bernaoui R (2016), Veille et intelligence économique. Quelle problématique pour un système d'information en Algérie ? OPU, Alger, p99
- ³¹Abaci M, La fragilité budgétaire, El Watan Eco, 15 novembre 2017, p14
- ³²Benachenhou (2015), op. cit, p.141.